



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE

EXTRAIT DU REGISTRE DES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Séance du : 25 octobre 2007

Le Conseil Municipal de la commune de SURESNES, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire, Christian DUPUY.

Le nombre des conseillers municipaux en exercice est de 39.

Etaient présents : Mme C. GUILLOU, MM. J.-L. LECLERCQ, J. MENARD, Mme C. BAUDAT, M. D. COL, Mme I. DEBATS, MM. J.-L. GRAS, J.-L. TESTUD, Mmes M.-F. NADAL, B. ROBERTI - Adjoints - Mmes M. CHAOUAT-CHELLY, E. PARASTATIDIS, M. V. LAVEDAN, Mmes B. DE LAVALETTE, C. WERLE, I. MEGRET, M. L.-M. BONNE, Mme J. TILQUIN, M. L. DEGNY, Mme C. LAUTER, M. D. BERTRAND, Mmes G. CAILLOUX, A. BEJEAN-LEBUISSON, V. MEILHAC-TASSA, MM. T. BURTIN, S. PERRIN-BIDAN - Conseillers Municipaux -

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents représentés : MM. J.-L. DELIN, A. LAIDI, Mme F. CLAUSE, - Adjoints - MM. J.-P. BALATRE, D. MONTET, Mmes S. BILODEAU, N. HAMZA, A. SALMON - Conseillers Municipaux.

Absents : M. F. DAUJAT - Adjoint - Mmes G. SALSAT, M. THILLAUD, M. D. HUBERT - Conseillers Municipaux.

Secrétaire : Mme C. GUILLOU, Adjointe.

«Le Maire de Suresnes certifie que la convocation du Conseil Municipal et le compte rendu de la présente délibération ont été affichés à la mairie, conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales».

Le Maire de Suresnes certifie, conformément à l'article 2 de la Loi du 22 juillet 1982, que le présent acte a été reçu par le représentant de l'Etat 31 OCT. 2007 et publié - notifié le 26 OCT. 2007

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général Adjoint

HOTEL DE VILLE

2, Rue Carnot - B.P. 24 - 92151 Suresnes Cedex. Téléphone : 01 41 18 19 20. www.ville-suresnes.fr

N°10

**Réforme des autorisations d'urbanisme : instauration du permis de démolir -
soumission des travaux d'édification de clôture à déclaration préalable.**

- Conseil Municipal du 25 octobre 2007 -

La réforme des autorisations d'urbanisme, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2007, modifie notamment les champs d'application des autorisations d'occupation des sols.

Ainsi, depuis le 1^{er} octobre 2007, conformément à l'article L421-3 du Code de l'Urbanisme, les démolitions de constructions existantes ne sont plus précédées de la délivrance d'un permis de démolir sauf *« lorsque la construction relève d'une protection particulière définie par décret en Conseil d'Etat ou est située dans une commune ou partie de commune où le Conseil Municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir »*.

Le permis de démolir, outre sa fonction d'outil de protection du patrimoine, permet d'assurer un suivi de l'évolution du bâti. Il est donc de l'intérêt de la commune de soumettre à autorisation préalable tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur son territoire, excepté ceux inscrits dans l'article R421-29, exemptés en tout état de cause de permis de démolir et ce, quelle que soit la situation des terrains (démolitions couvertes par le secret de la défense nationale, effectuées sur un bâtiment menaçant ruine ou insalubre, effectuées en application d'une décision de justice devenue définitive, les démolitions de bâtiments frappés de servitude de reculement en exécution de plans d'alignement approuvés en application du chapitre 1^{er} du Titre IV du livre 1^{er} du Code de la Voirie Routière, les démolitions de lignes électriques et de canalisation)

Par ailleurs, l'article R421-2 du Code de l'Urbanisme dispense aussi de toute formalité la réalisation de clôtures sur les terrains situés en dehors des secteurs protégés (site inscrit ou site classé, Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager...). Néanmoins, son article R421-12 offre la possibilité aux communes qui le souhaitent de soumettre à déclaration préalable l'édification des clôtures.

Celles-ci constituent une caractéristique essentielle de la qualité de l'image urbaine. Il paraît nécessaire de s'assurer du respect des règles fixées par le Plan d'Occupation des Sols préalablement à la réalisation de la clôture, en évitant ainsi la multiplication de projets non conformes et le développement du contentieux. Il est donc, là aussi, de l'intérêt de la commune de soumettre les travaux relatifs à l'édification d'une clôture à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ☐ instaurer le permis de démolir pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur le territoire communal, à l'exception des démolitions visées à l'article R421-29 du Code de l'Urbanisme,
- ☐ soumettre les travaux d'édification des clôtures à une procédure de déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal, en application de l'article R421-12 du Code de l'Urbanisme.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L421-3, R421-2, R421-12 et R421-29,

Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Considérant l'intérêt de la commune de soumettre à autorisation préalable tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur son territoire, excepté ceux inscrits dans l'article R421-29, exemptés en tout état de cause de permis de démolir et ce, quelle que soit la situation des terrains,



Considérant l'intérêt de la Ville de soumettre les travaux relatifs à l'édification d'une clôture à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire,

Vu le budget communal,

Sur rapport de Monsieur Le Maire,


**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A L'UNANIMITE
Des membres présents ou représentés,
Décide,**

Article 1^{er}. - d'instaurer le permis de démolir pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur le territoire communal, à l'exception des démolitions visées à l'article R421-29 du Code de l'Urbanisme,

Article 2. - de soumettre les travaux d'édification des clôtures à une procédure de déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal, en application de l'article R421-12 du Code de l'Urbanisme,

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Et ont signé au registre les membres présents.


Christian DUPUY
Maire de Suresnes
Vice-Président du Conseil Général
des Hauts-de-Seine



Pour le Maire et par délégation,
Jacques MENARD, Adjoint au Maire